



Agir pour la continuité éducative

Pendant le confinement, certains salariés de la Régie de Quartier de Montauban se sont trouvés en difficulté pour accompagner leurs enfants devant suivre les cours à distance. La Régie a alors su rapidement et efficacement investir cette nouvelle thématique, avec ses partenaires.

Régies
et Covid :
la solidarité
comme
antidote

Pas de connexion Internet à la maison, pas d'imprimante, barrière de la langue... : un quart des 44 salariés en insertion de la Régie de Quartier de Montauban ont connu des obstacles importants dans la mise en œuvre effective de la continuité éducative à domicile pour leurs enfants pendant le confinement. « *Nous appelions au moins une fois par semaine chaque salarié, et dès la deuxième semaine les conseillères en insertion socio-professionnelle (CIP) nous ont fait remonter que certains étaient en difficulté car ils n'arrivaient pas à accompagner leurs enfants, et avaient peur que cela ait des conséquences graves pour eux* », explique Laurence Carles, la directrice de la Régie.

La Régie réagit alors au quart de tour : elle lance une action de soutien scolaire à distance avec trois des dix bénévoles qui donnent habituellement des cours de français langue étrangère (FLE) à ses salariés, et six enseignants d'un collège de Nègrepelisse. Elle propose ce soutien à ses salariés, mais aussi à d'anciens salariés qu'elle appelle pour savoir s'ils ont besoin d'aide.

Gaëlle Kéddidèche, CIP et coordinatrice du projet, joint ensuite l'inspectrice de l'Éducation nationale de Montauban Centre, Véronique Doutreleau, pour s'organiser : la Régie lui fera remonter chaque besoin qu'elle détecte, et entrera en contact avec l'établissement de l'enfant pour se coordonner avec ses professeurs. « *Et là, indique Gaëlle, nous nous sommes rendu compte de la fragilité numérique de certaines familles, qui n'avaient pas d'ordinateur ni de tablette, mais seulement un smartphone pour trois enfants. Ce qui signifie que quand un bénévole appelait un enfant sur le smartphone pendant deux heures pour l'accompagner, ses frères et sœurs n'avaient plus accès à l'informatique.* »

Plateforme départementale

La Régie décide alors de mettre à disposition des familles le matériel de son atelier numérique, fermé pendant le confinement. Puis les services de l'État lui proposent de répondre à un appel à projets, avec lequel elle décroche une subvention pour acheter 10 ordinateurs portables, 15 tablettes, et 10 clés 4G pour accéder à Internet. Ensuite, deux collèges de Moissac et Montauban classés en Réseau

d'éducation prioritaire la sollicitent pour équiper leurs élèves, ce que la Régie fera grâce au soutien de l'État, des principaux, et des mairies. Le projet prend de l'envergure, avec des actions connexes : formation des parents et enfants au fonctionnement des ordinateurs fournis, sensibilisation aux risques d'Internet et des réseaux sociaux, recherche de solutions de remplacement numérique pérenne, etc.

« *Plus nous avançons dans ce projet, plus nous détectons de nouveaux besoins et découvrons que de nombreux partenaires sont intéressés pour coopérer avec nous*, souligne Gaëlle. *Il faut maintenant inscrire l'action dans la durée : nous prêtons du matériel sur trois mois, et après ? Nous avons élaboré un partenariat avec la CAF du Tarn-et-Garonne afin de mobiliser les dispositifs existants, pour que ces familles puissent acquérir du matériel informatique au sein de leur domicile. Nous allons également récupérer des sorties d'inventaire de la CAF afin de les reconditionner pour leur assurer un nouvel usage et, in fine, les revendre aux familles à tarif social et solidaire. Nous sommes aujourd'hui une plateforme départementale de prêt de matériel numérique, et de soutien à la parentalité par le biais de nos ateliers de sensibilisation aux risques d'Internet.* »

« Plus nous avançons dans ce projet, plus nous détectons de nouveaux besoins. »

Si ce projet a été possible, c'est parce que la Régie est en bonne santé, entretient la confiance de ses partenaires par la qualité de ses actions, et parce que son bureau a la volonté de lancer sur fonds propres des projets innovants répondant aux besoins exprimés par les habitants. ■



• Rachid Lahdifi, Gaëlle Kéddidèche et Anthony Cassan, de la Régie Montauban Services.